



Economic and Social Council

Distr.: General
13 November 2020

French only

Commission for Social Development

Fifty-ninth session

8–17 February 2021

**Follow-up to the World Summit for Social Development and
the twenty-fourth special session of the General Assembly:**

**Priority Theme: Socially just transition towards sustainable
development: the role of digital technologies on social
development and well-being of all.**

Statement submitted by La Manif Pour Tous, a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council*

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

* The present statement is issued without formal editing.



Statement

La Manif Pour Tous est une association qui intervient, depuis sa création en 2012, pour défendre les droits de l'enfants tels que définis par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) et les droits humains tels que définis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Convaincue que les Objectifs de Développement Durable 2030 ne seront pas atteints si toutes les formes de violences et d'exploitations ne sont pas abolies, La Manif Pour Tous intervient en particulier sur l'exploitation reproductive que constitue la maternité de substitution, insuffisamment combattue aujourd'hui et même en plein développement.

Dans ce cadre, La Manif Pour Tous remercie la Commission de Développement Social de l'opportunité de leur adresser une communication. En effet, les technologies numériques jouent un rôle primordial pour le développement social et le bien-être de tous. Or, ces technologies sont bien trop souvent utilisées pour piétiner le droit des femmes et les asservir comme moyen de produire des enfants pour des tiers.

La maternité de substitution, quelle que soit sa forme commerciale ou dite « éthique », constitue une aliénation des droits fondamentaux des femmes, une confiscation de leur santé sexuelle et reproductive et une exploitation reproductive.

Cette exploitation s'ajoute à l'exploitation sexuelle et se développe partout dans le monde. La confiscation de gamètes féminins, d'utérus, de corps, de la personne elle-même au profit d'un tiers cible plus particulièrement des filles et des femmes vulnérables socialement, économiquement, familialement et culturellement.

Enfin, la maternité de substitution constitue un élément de la traite des êtres humains, telle que définie par le Conseil des Droits de l'Homme : « *Les trois éléments fondamentaux qui doivent être présents pour qu'il existe une situation de traite des personnes (adultes) sont donc les suivants : i) une action (recrutement) ; ii) un moyen (menace), et iii) une fin (exploitation)* ». (Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme / Fiche n°36 I Droits de l'Homme et traite des êtres humains, 2017).

Les réseaux sociaux, outil de recrutement ciblé

Pour fonctionner et se développer, l'industrie de la maternité de substitution a besoin de deux éléments fondamentaux : des ovocytes et des utérus. Pour cela, les différents acteurs du secteur rivalisent d'imagination pour recruter des femmes. Ces recrutements se font sur un seul et même critère : l'argent. Ce sont donc des femmes vulnérables économiquement qui sont prioritairement ciblées.

Mais le recrutement peut se faire aussi sous la forme d'une pression psychologique, familiale ou sociale : on le constate en particulier avec la gestation pour autrui dite « éthique », dans laquelle tous les intermédiaires trouvent en fait aussi un profit financier.

Pour recruter des « donneuses » d'ovocytes neuves, c'est l'argument de la rémunération attractive qui est mis en avant. Plus encore, les femmes sont recrutées sur critères physiques ou ethniques précis : Créative Conception cherche par exemple uniquement des « Afro américaines » dans un post du 21/10/20, Happy Beginning Sllc cible des femmes grandes et blondes dans un post Instagram du 22/10/2020 ou encore des femmes grecques, sur Instagram le 22/10/2020, ce qui fait de ces annonces non seulement des éléments d'exploitation reproductive manifestes, mais aussi des preuves d'un système sexiste et raciste. Ces annonces ne sont qu'un échantillon de ce qui est publié quotidiennement sur les réseaux sociaux et particulièrement Instagram.

Pour les mères porteuses, le système est assez similaire. Si l'argument de la générosité est parfois évoqué, c'est l'argument financier qui est finalement le plus

attractif : ainsi, Alcea Surrogacy met en avant quelques bons sentiments mais utilise comme appât ultime la rémunération de 65 000\$.

Certaines publications sont beaucoup plus directes et ne s'embarrassent pas à donner un vernis de bons sentiments au recrutement. Ainsi Private Label Surrogacy met en avant la généreuse contrepartie financière ainsi que des avantages en nature comme des téléconsultations ou un nutritionniste.

En Ukraine, où la conjugaison de la pauvreté et de la crise économique post-COVID font des ravages, les agences adoptent des stratégies plus agressives encore à destination des mères porteuses potentielles ne mettant en avant que le bénéfice financier, à l'image de Evrodonor et des 25 000€ promis. Or, dans ce pays, « l'offre » de mères porteuses a déjà connu une hausse significative après la guerre et la crise économique (<https://www.mereporteuse.info/epidemie-de-covid-19-les-rapports-de-force-de-lindustrie-de-la-gpa-mis-a-nu/>) il y a quelques années. La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ukraine estime que 1 à 1,3 million de personnes ont perdu leur travail depuis les débuts de la crise du COVID, renforçant encore plus la fragilité économique de très nombreuses de familles. Dans un pays où une mère porteuse touche l'équivalent de 5 à 10 ans du salaire local moyen, il est à craindre que la crise économique consécutive à la crise sanitaire ne démultiplie l'exploitation reproductive des femmes.

Un marché mondial, violant les lois

Certains Etats interdisent tout recours à la maternité de substitution, sur leur territoire national et même à l'étranger. Si ces lois sont contraignantes, elles sont pourtant continuellement bafouées par les agences qui utilisent internet et toutes les techniques de marketing numérique pour recruter des parents d'intention, futurs clients.

Ainsi, au Danemark, le ministère des Affaires sociales et de l'Intérieur note que « *la technologie moderne rend le monde plus petit et Internet joue un rôle crucial par rapport à l'industrie de la maternité de substitution internationale. Les futurs parents recherchent sur internet des informations sur la gestation pour autrui et sélectionnent des cliniques à travers le monde qui répondent à leurs souhaits et besoins. En même temps, Internet permet de conclure des accords et de suivre une grossesse sans que les parties concernées ne se rencontrent.* » (<https://nv.ua/ukr/biz/economics/bezrobittya-v-ukrajini-pid-chas-karantynu-robotu-vtratili-do-1-3-mln-osib-novini-ukrajini-50082559.html>)

Les équipes de La Manif Pour Tous ont pu le constater en faisant quelques recherches sur Internet. Ainsi, l'agence internationale Extraordinary Conceptions indique qu'ils ont « *déjà eu beaucoup de clients danois et qu'il existe plusieurs options pour les parents d'intention à l'international* ». Growing Families, une autre agence internationale, fait également la pub de ses services auprès du public danois (<https://www.growinggenerations.com/fr/>). Il est donc très simple pour des citoyens danois d'avoir recours à une maternité de substitution et, pour le moment, aucune disposition législative n'empêche ce démarchage commercial.

D'autres pays sont dans le même cas. Ainsi, la Norvège, qui interdit formellement la maternité de substitution sur son territoire, est pourtant, selon une étude menée par Families Through Surrogacy en 2015, proportionnellement à la taille de sa population, la troisième nation la plus consommatrice de GPA dans le monde (après l'Australie et Israël) <http://www.familiesthrusurrogacy.com/wp-content/uploads/2017/06/International-Trends-in-Utilisation-of-Surrogacy.pdf>.

La France est également confrontée au même phénomène. Ainsi, les agences démarchent régulièrement des citoyens français au moyen de campagne de publicité

ciblée sur les réseaux sociaux, comme GestLife France qui régulièrement communique sur ses « solutions » de gestation pour autrui.

Conclusion

Il est ainsi primordial que les Etats Membres s'emparent de la question des technologies numériques comme outil d'exploitation reproductive et en particulier de pratique de la maternité de substitution. Ignorer cette question c'est laisser sur le côté des milliers de femmes à travers le monde qui seraient alors des proies idéales.

Les technologies numériques doivent rester des outils d'émancipation, d'empowerment, d'éducation et de liberté. En 1995, les Etats Membres prenaient à Pékin l'engagement solennel de combattre toutes les formes de violences à l'égard des femmes¹.

Combattre, sur tous les terrains, dont celui des techniques numériques, l'exploitation reproductive c'est se donner les moyens de respecter les engagements internationaux et d'atteindre, ensemble, les Objectifs de Développement Durable.

¹ <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>